

Etude d'impact économique et social des résidences de tourisme en France



©Lagrange Catalana, Barcares

©MMV, Samoëns

©Goelia Les Cottages du Lac, Saint Amand de Coly

© Mer&Golf, Bordeaux Bruges

La Fédération Nationale des Résidences de Tourisme, Apparthôtels et Villages de Vacances (FNRT), dévoile les résultats de l'étude d'impact économique des résidences de tourisme & apparthotels dans l'économie nationale, par type d'implantation : mer/montagne/ville/campagne. Cette étude a été menée en collaboration avec le Cabinet Protourisme, conseil spécialisé en tourisme et loisirs. Elle comporte à la fois une analyse des dépenses des résidences (investissements, impôts, emplois...), et celles des clients dans la résidence et à l'extérieur de l'établissement (type de logement réservé, activités pratiquées, dépenses alimentaires, visites, restaurants, loisirs...).

L'échantillonnage a été constitué de façon à respecter la diversité du parc des résidences de tourisme, tant en termes d'espaces que d'intensité touristique. Huit groupes, adhérents de la FNRT, y ont contribué : Ascott-Citadines, les Balcons, Goelia, Lagrange, Mer&Golf, MMV, Néméa, Pierre & Vacances, soit 36 résidences, réparties sur les quatre espaces, prenant en compte les différents classements.

Les chiffres-clés des résidences au niveau national :

- L'impact économique d'une résidence de tourisme sur son territoire s'élève à **1,9 million d'euros** dont plus des deux tiers (1,4 million d'euros) proviennent des dépenses des clients en dehors de la résidence et un tiers (570 000 €HT) des dépenses de la résidence elle-même auprès de ses fournisseurs locaux ;
- Les activités des résidences de tourisme alimentent **16 000 emplois ETP directs** (personnel salarié des résidences), **auxquels s'ajoutent 35 000 emplois ETP indirects**, chez les fournisseurs des résidences et les commerces, restaurants.... bénéficiant de la dépense des touristes. L'effet

d'entraînement produit dans l'économie locale permet en outre de soutenir 70 000 emplois induits à travers la France.

Didier Arino, directeur du cabinet Protourisme : « *Une résidence alimente sur son territoire 15 emplois locaux, non délocalisables, grâce à ses commandes chez ses fournisseurs et grâce aux dépenses des touristes. Mais n'oublions pas que ces fournisseurs, restaurants, commerces... font appel eux-mêmes à des prestataires, qui à leur tour ont leur propres sous-traitants... ces emplois induits, c'est ce qu'on appelle l'effet boule de neige, modélisé grâce à des coefficients multiplicateurs selon les territoires. Ainsi, en prenant l'ensemble de la chaîne, **1 ETP au sein d'une résidence en France alimente près de 7 emplois dans un rayon de 50 km (emplois primaires et induits compris).** »*

- À l'échelle nationale, l'impact économique des résidences de tourisme sur leur territoire atteint **4.5 milliards d'euros**, dont 3,1 milliards proviennent des dépenses des clients hors résidence, et 1,3 milliard des dépenses des résidences elles-mêmes ;
- **1 € de chiffre d'affaires dans une résidence génère 1€ de volume d'activité (HT) dans les entreprises du territoire.**
- Chaque année, ce sont 9 à 10% des vacanciers français qui choisissent de séjourner dans une RT pour leurs vacances (source : baromètre annuel Panorama des vacances des français, Protourisme, 2024, mené depuis 2014 auprès de 3 000 vacanciers) ;

Les clients des résidences de tourisme

Les clients des résidences de tourisme sont en moyenne à 40% des familles de 3 ou 4 personnes, et à 70% des français (cette proportion étant plus importante à la campagne et plus faible en ville).

Leur catégorie socio-professionnelle est variable selon les types d'implantation des résidences : une majorité de retraités à la mer (35%) et à la campagne (33%), de cadre supérieur à la montagne (39%), et de cadres en ville (45%).

Parmi les adultes, la moyenne d'âge est de 51 ans, toutes zones confondues. 97% viennent pour des séjours d'agrément à la mer, montagne, et campagne, et 63% en ville.

Les séjours des clients en RT

Ils se rendent sur leur lieu de vacances en voiture pour les résidences mer, montagne et campagne (à 96% en moyenne) et à 27% en train dans les résidences villes. Ils restent en moyenne une semaine (64%) ; sauf pour la ville où ils pratiquent généralement des courts séjours de 3 nuits ou moins.

Les touristes choisissent de passer leurs vacances dans une résidence de tourisme pour les raisons suivantes (par ordre d'importance) : indépendance du logement, localisation de l'hébergement, présence d'une cuisine, prix plus attractif et praticité en famille à égalité, services proposés, connaissance/notoriété de l'enseigne, habitude, et fiabilité/sécurité.

L'étude montre que les clients des résidences dépensent de manière significative dans le territoire qu'ils visitent, en pratiquant différentes activités : visites de villes et villages, activité sportive (vélo, randonnée, activité nautique, baignade, autre sport...), shopping, visites de sites naturels, visite



FÉDÉRATION NATIONALE
DES RÉSIDENCES DE TOURISME,
APPARTHÔTELS
& VILLAGES DE VACANCES

patrimoine, marchés, brocantes, parcs d'attraction... En moyenne, 94% pratiquent une activité en dehors de la résidence.

Les dépenses des clients des résidences pendant leurs séjours en dehors de la résidence

Les clients des résidences de tourisme en mer ou à la campagne dépensent en moyenne 40€/personne/jour sur la destination en dehors de la résidence. Ceux des résidences urbaines dépensent en moyenne 60€/personne/jour, et à la montagne 49€/personne/jour.

Au total, ce sont 550€ dépensés en moyenne sur une destination par séjour, soit 1,5 millions d'euros par résidence sur une année (soit 1,4 millions d'€HT).

L'étude visait à identifier quelles étaient les dépenses des clients autour de la résidence :



23% du budget est consacré aux activités, 27% aux sorties au restaurant, 50% pour les autres dépenses (courses alimentaires, shopping, stationnement, carburant...)



44% du budget est consacré aux activités, 22% aux sorties au restaurant, 34% pour les autres dépenses.



28% du budget est consacré aux activités, 37% aux sorties au restaurant, 35% pour les autres dépenses.



25% du budget est consacré aux activités, 25% aux sorties au restaurant, 50% pour les autres dépenses.

Le premier poste de dépenses, toutes zones confondues, est consacré aux dépenses « non touristiques » : courses alimentaires, shopping, commerces de proximité..., à 38%.

L'impact économique et dépenses de fonctionnement des résidences de tourisme sur leur territoire

Les retombées économiques des résidences de tourisme prennent la forme d'investissements directs, de création d'emplois directs et indirects, ou encore de dépenses chez des fournisseurs ou prestataires locaux en dehors de la résidence.

L'impact économique est tangible : le volume d'activité généré dans les entreprises locales par une résidence en France est 1,92 million d'euros, dont 71% provient de la consommation des clients.

Une résidence de tourisme emploie en moyenne 7 équivalent temps plein (ETP) et dépense 1,1 million d'euros pour son fonctionnement sur un an. 53% des dépenses sont faites à moins de 50km. Les rémunérations, cumulées aux dépenses de fonctionnement d'une RT représentent un montant moyen de 570 000€ par résidence dépensés dans l'économie locale.

Les emplois constituent un des impacts majeurs des résidences sur leur territoire : l'extrapolation au niveau national permet d'estimer que le secteur fait travailler environ 16,000 ETP, auxquels viennent s'ajouter les emplois chez les entreprises bénéficiant de l'activité des résidences (fournisseurs, commerces, restaurants...) : 35,000 ETP alimentés grâce à l'impact primaire. Si l'on prend en compte



FÉDÉRATION NATIONALE
DES RÉSIDENCES DE TOURISME,
APPARTHÔTELS
& VILLAGES DE VACANCES

l'ensemble de l'effet d'entraînement, ce sont 70,000 ETP en France soutenus par la filière, notamment dans les secteurs en tension de l'hôtellerie, restauration, veilleur de nuit, jardinier...

44% de résidences ont réalisé des investissements au cours des 3 dernières années : rénovations, agrandissement, nouveaux équipements, gestion de l'eau, de l'énergie, des déchets... : cela représente un montant moyen de 73 000€ (HT) par an et par résidence.

Corinne Baras, Vice-Présidente de la FNRT : « *Les conclusions de l'étude montrent le rôle significatif d'une RT dans la dynamique territoriale de la France, soulignant les emplois directs et indirects qu'elle génère, et sa structuration de l'économie locale aux alentours, ce que ne permet pas une offre diffuse comme les meublés de tourisme* ».

Stéphane Laugery, Président de la FNRT : « *Les chiffres démontrent l'apport de la résidence de tourisme dans l'économie locale. Il est essentiel que l'Etat et les collectivités soutiennent le modèle économique de la RT* ».

Note méthodologique :

L'étude porte sur 36 résidences de plusieurs chaînes différentes, réparties sur les différents types d'espaces. Une première enquête à destination des gestionnaires des résidences a permis d'obtenir les données socio-économiques sur chaque établissement.

Ensuite, une enquête a été diffusée auprès des clients des résidences de tourisme (caractéristiques des séjours, activités et pratiques, dépenses dans et hors de la résidence), permettant de collecter 3 000 réponses, représentant un échantillon total de 635 000 nuitées.

L'impact économique ici correspond au volume d'activité généré par la résidence et ses clients auprès des entreprises locales (montant global de dépenses en €HT).

Les Résidences de Tourisme représentent :

2 290 résidences

158 000 appartements

70 millions de nuitées touristiques

7 millions de séjours

- 26 % du parc total de l'hébergement touristique commercial « en dur »
 - 4.5 milliards d'€ de recettes générées en 2023
 - 19 millions de clients accueillis par an dont 27% de clientèle étrangère
- 25% des résidences de tourisme ou « apparthotel » sont implantées dans des villes.